

La jeunesse est aujourd'hui devenue une période de la vie à part entière. Ce n'est plus seulement un moment de transition entre l'enfance, l'école d'une part et la vie active d'autre part, où l'on serait forcément autonome. La jeunesse est devenue un temps long, un temps d'essais, d'expériences, d'apprentissage, de réussite ou d'échecs. Bref, en théorie, l'âge des possibles qui ressemble plus aujourd'hui à un temps d'incertitudes où l'espoir n'est plus de mise. La jeunesse n'est pas un tout uniforme, en rien une classe sociale, elle est un temps où chaque jeune, quelles que soient ses origines et sa condition fait face aux mêmes problématiques ; un temps déterminant pour chaque jeune en ce sens qu'il détermine grandement quel sera son avenir. Ce sont ces traits communs caractéristiques à notre génération qui fait que la situation de la jeunesse doit être traitée de façon spécifique.



Jeunes travailleurs, chômeurs, étudiants ou encore lycéens... La situation des jeunes n'est pas uniforme pourtant ils se retrouvent dans une aspiration commune à l'autonomie. Notre génération est celle qui vit moins bien que celle de ses parents : un système scolaire non plus moteur de l'ascenseur social républicain mais qui au contraire reproduit les inégalités, des premiers emplois qui sont souvent précaires, dotés de salaires inférieurs à la moyenne...

Etre autonome signifie pouvoir accéder à un logement décent et indépendant de ses parents, ne pas choisir entre étudier, se loger ou se soigner, ne pas avoir seulement accès aux stages, CDD et intérim à cause de son âge... Etre autonome signifie ne pas être soumis à la loi inique de la reproduction sociale. Etre autonome signifie pouvoir faire ses choix de vie dans la dignité.

## L'autonomie par l'éducation

### Un collège unique contre la reproduction sociale

A 18 ans, près de 3 enfants d'ouvriers sur 10 contre 5% des enfants de cadre ont arrêté leurs études. Alors que le diplôme reste une des meilleures protections contre le chômage, nous ne pouvons admettre que des jeunes soient orientés en fonction de la position sociale de leurs parents. Un des préalables de l'autonomie est de lutter contre la fatalité sociale dès le plus jeune âge. A chaque étape du système éducatif, il faut pouvoir assurer la possibilité à chaque élève de faire ses choix en fonction de ses envies, de ses projets et non de facteurs financiers ou soi-disant scolaires. Le collège unique doit être une véritable norme. Nous refusons tout procédé d'orientation précoce. Le collège et le primaire doivent former la base de la formation commune à tous.

La lutte contre l'échec scolaire ne passe pas par des créations de classes spécifiques qui séparent trop tôt les « mauvais » des « bons » élèves. Les dispositifs tels que les RASED doivent être remis en place et élargis. Il faut garder comme objectif fondamental de donner la meilleure éducation à chacun sans créer de

ségrégation entre les élèves. En revanche, la remédiation de l'échec scolaire doit passer par la formation des enseignants à la pédagogie différenciée, par la création d'un tutorat des élèves par des enseignants référents, et par la création de « paliers de remédiation » pour, comme en Finlande, permettre aux élèves en échec de rattraper leurs lacunes avant de passer à l'étape suivante. Surtout il faut accompagner les enfants dans leur globalité en garantissant à tous, quand nécessaire, l'accompagnement par des psychologues, orthophonistes, tout comme l'accompagnement à la parentalité. De plus, tout le système éducatif doit devenir plus valorisant pour les élèves : suppression des notes, valorisation des acquis et évaluation formative doivent se généraliser.

## En finir avec l'orientation subie

Le processus d'orientation doit être renforcé non seulement par la présence de conseillers à temps plein dans les établissements, mais aussi par un dispositif d'orientation du collège au lycée permettant à tous les élèves d'élaborer pas à pas leur projet professionnel : forums des métiers, formation des professeurs principaux à l'orientation professionnelle et initiation aux matières technologiques et professionnelles. La mixité sociale est une condition pour aller vers plus d'égalité : la carte scolaire doit être remise en place à travers des bassins complémentaires d'établissements favorisant la mixité urbaine et rurale.

L'orientation vers la voie technologique et professionnelle doit devenir positive à travers la création de lycées des métiers qui regroupent les formations professionnelles du CAP à la licence professionnelle pour ouvrir aux élèves des formations universitaires courtes voire longues dans ces domaines. La sortie des études doit être organisée par les lycées des métiers et les élèves suivis pendant deux ans. De la même manière, voies technologiques et générales du lycée doivent être fusionnées dans un système plus souple de « parcours » pour sortir d'un système de filières très largement empreintes de reproduction sociale. Afin de ne bloquer aucun élève dans une filière, les passerelles entre formations doivent être possibles à chaque étape de sa formation, dans tous les sens, sur tout le territoire, sans limitation de places. La lutte contre les discriminations doit avoir sa place dans l'orientation : mettre fin à l'autocensure culturelle tout comme à l'orientation sexuée.

## Démocratiser l'enseignement supérieur

Les universités françaises n'accueillent que 11 % d'enfants d'ouvriers contre 30 % de cadres supérieurs. L'écart se creuse encore davantage en 3ème cycle de l'enseignement supérieur. La réalité étudiante est loin d'être reluisante : les étudiants qui travaillent pour financer leurs études ont moins de chance de réussir, tandis que 7% des étudiants seulement ont accès à des logements sociaux étudiants (CROUS). Trop de filières sont laissées en pâture à des écoles privées, excluant de tel ou tel secteurs (ex. culture, communication, etc.) les élèves dont les parents ne peuvent pas financer les études. Avoir un diplôme universitaire peut relever du parcours du combattant quand près de 50 % des étudiants ont une activité salariée régulière pour financer leurs études (80 % en été) ! Encore une fois, venir de la « bonne ou mauvaise » famille est déterminant. La démocratisation reste un défi majeur pour notre avenir.

Pour un jeune, être autonome, c'est construire son projet professionnel. C'est aussi se loger, se soigner, étudier, se déplacer, vivre son intimité. Afin de garantir à chaque jeune le droit au plus haut niveau d'éducation et de qualification, il est urgent d'instaurer un véritable statut social pour les individus en formation initiale et en insertion, statut qui protège chacun de la sortie de l'enseignement secondaire à l'entrée sur le marché du travail et qui permette de se consacrer à plein temps à sa formation grâce à un volet financier, l'allocation d'autonomie.

## Créer des dispositifs pour accéder aux études, aux soins et au logement

Cette autonomie passe notamment par une allocation autonomie universelle et individualisée en fonction de la situation propre de chaque jeune. La solidarité nationale doit donc aider financièrement chaque jeune et lui apporter un suivi personnalisé lui permettant de construire son propre parcours. L'accès à la santé doit être favorisé par une couverture mutuelle universelle « jeunes » permettant à tous les jeunes en formation et en insertion de se payer une mutuelle.

Un logement pour tous: logements petits voire insalubres, longue recherche, difficultés pour trouver une caution ou payer des charges toujours plus lourdes sont le quotidien des jeunes. 40% habitent encore chez leurs parents : Un plan pluri-annuel de construction de logements destinés et d'aménagement de logements délaissés en centre-ville doivent permettre de loger la majorité des jeunes en formation et en insertion. Le droit opposable au logement ne doit pas être un gadget juridique, l'Etat doit fournir cet outil d'émancipation pour les jeunes : garantie et cautionnement solidaire accessible à tous les jeunes en formation et à tous les jeunes travailleurs aux revenus encore très moyens, tandis que l'encadrement et modération des loyers doivent être assurés par des dispositifs fiscaux et légaux, et l'aide au logement revalorisée.

## L'emploi émancipateur : sortir la jeunesse de la précarité.

### Organiser l'insertion professionnelle des jeunes

Les péripéties du monde du travail font suite à celle du système éducatif: taux de chômage et part des emplois précaires élevés, salaires faibles compte tenu du niveau de diplôme... Loin d'être facteur d'émancipation, le marché du travail n'offre qu'une succession de situations précaires. La jeunesse est face à l'ampleur du phénomène de déclassement social : les emplois ne correspondent plus aux diplômes obtenus. Le niveau et les conditions de travail des jeunes sont aussi très sensibles à la conjoncture économique: nouveaux entrants sur le marché, moins expérimentés, ils en subissent les premiers ses bouleversements. En temps de crise, les jeunes sont donc dans les premières victimes du chômage et de la précarité. Le travail perd alors son rôle de levier pour accéder à une vie matérielle, sociale et intellectuelle décente mais continue à être un des principaux facteurs d'exclusion.

Surtout, les conditions d'emploi à l'entrée sur le marché du travail déterminent en grande partie la qualité de l'emploi des salariés pour le reste de leur vie. Selon qu'on obtienne ou non un emploi stable, correspondant à sa qualification... les postes occupés, les salaires ou traitements versés, la durée des périodes de chômage et leur indemnités, le montant des retraites... ne sont plus les mêmes. S'occuper de l'emploi des jeunes, c'est agir concrètement pour l'ensemble des salariés !

Etre jeune ne peut plus être synonyme de galère. Nous ne pouvons accepter l'enchaînement de petits boulots qui obligent les jeunes à retarder leur projet dans l'espoir d'un CDI... Le système d'insertion sur le marché du travail doit être repensé : les jeunes sortant du système scolaire sans qualification doivent pouvoir bénéficier d'une « allocation-rebond » leur permettant d'accéder à un suivi personnalisé, de retourner à l'université ou d'accéder à la formation de leur choix. Les jeunes chômeurs doivent avoir un traitement proportionnel à la grande instabilité de leur statut : un suivi régulier et renforcé par les missions locales d'insertion qui coordonneraient l'ensemble des dispositifs d'insertion professionnelle organisés par les collectivités territoriales et l'Etat. Les jeunes dans l'entreprise doivent pouvoir bénéficier d'une formation particulière pour accroître leur expérience par des parrainages entre employés expérimentés et nouveaux recrutés pour que les générations s'associent au lieu d'être montées les unes contre les autres, à travers

l'allongement des durées de cotisation-retraite. Enfin pour que le travail ne soit plus facteur d'exclusion et de dépendance, le CDI doit être la norme.

Les objectifs de la gauche doivent être réaffirmés: 100% d'une classe d'âge avec une qualification reconnue, 80% au bac! Aujourd'hui, trop de jeunes sont laissés au bord du chemin: 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification et 150 000 autres bénéficient seulement d'un CAP ou d'un BEP. Les apprentis d'un côté, qui étudient au sein d'établissements semi-privés sans dispositifs d'aide sociale, sont condamnés à rester chez leurs parents. Ils ont leur place au sein du lycée des métiers. Les jeunes travailleurs précaires d'un autre côté, condamnés aux CDD et interims à répétition, ne doivent pas être oubliés. Les élèves déscolarisés doivent bénéficier de suivis individualisés pour retrouver la formation et l'emploi.

*L'autonomie des jeunes est une lutte de haute volée. Il faut la gagner aussi bien dans les faits que dans les esprits. Oui être jeune ne veut pas dire être sous la coupe familiale, oui être jeune ne veut pas dire dépendre d'une situation financière pour se soigner, se loger ou se nourrir. Oui être jeune ne veut pas dire être la marionnette du jeu des marchés économiques. Être jeune, c'est être autonome pour être maître de son avenir.*